

## Les pompiers grecs à notre secours

Jean-Marie Harribey

*Politis*, n° 1721, 1<sup>er</sup> septembre 2022

En 2015, les gouvernements européens, essentiellement l'allemand et le français, imposaient, sous la férule de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI (la « troïka), un dictat financier effroyable, un véritable coup d'État pour mettre fin à une expérience démocratique hors des normes néolibérales. Après des années de gestion calamiteuse par les conservateurs et socialistes, les Grecs avaient élu un gouvernement dirigé par Alexis Tsipras (du parti Syriza) s'engageant à rompre avec les anciennes pratiques. Mal leur en prit, afin de sauver les banques françaises et allemandes, l'UE obtint la capitulation de Syriza et l'abandon de toutes les mesures progressistes pour mettre en place un nième plan de restructuration. Après « sept années de vaches maigres » s'ajoutant aux précédentes, le résultat est catastrophique.

De 2008 à 2021, le PIB a reculé de près de 40 % (de 355,9 à 216,2 Mds€). Le salaire moyen a baissé de moitié et les retraites de près d'un tiers. Les privatisations ont un peu plus gangrené la société, placée sous contrôle du capital international, à l'instar du Port de Pirée désormais contrôlé par une multinationale chinoise. Et qu'a-t-on appris voici deux semaines ? Que la Grèce a fini de rembourser le FMI et que son économie est « enfin libérée » de la tutelle européenne (*Les Échos*, (22/8/2022). Cet adverbe et le verbe donnent à voir le cynisme des dominants. La Commission se félicite que « la Grèce ait rempli l'essentiel de ses engagements » grâce à une « résilience substantiellement améliorée », lui permettant de sortir du « cadre de surveillance » auquel elle était soumise.

Autrement dit, c'est un peuple mis à genoux par une politique néolibérale extrême qui a mis, avec d'autres, ses pompiers et ses équipements de lutte contre le feu au service de la France qui ne parvenait pas à éteindre les incendies ayant ravagé ses forêts cet été. La France, qui n'en finit pas de rabougir ses services publics, de les soumettre à des règles de rentabilité, de maltraiter ses travailleurs premiers de corvée, « se trouva fort dépourvue quand le feu fut venu », en suivant ici la sécheresse ou là les inondations. En Gironde comme ailleurs, ce sont les responsables locaux des services d'incendie eux-mêmes qui ont révélé l'ampleur de la disette à laquelle ils étaient contraints. Sur les 251 900 pompiers français, 17 % seulement sont professionnels, 5 % sont militaires et 78 % sont volontaires. Le pompier volontaire de base étant payé 8 euros l'heure, le professionnel moins de 2000€ nets par mois en moyenne.

Le réchauffement du climat et la dégradation écologique dans son ensemble sont le fruit d'un mode de développement capitaliste insoutenable, exactement comme la dégradation sociale est le résultat de politiques n'ayant comme boussole que celle qui enrichit les plus riches. Le fameux ruissellement macronien qui devait abreuver les pauvres s'est transformé en son inverse : ce sont les pauvres de Grèce qui ont envoyé leurs pompiers arroser notre lande dévastée.

Et quand on voyait au-dessus du Bassin d'Arcachon les énormes nuages de fumée noircir le ciel, on ne pouvait s'empêcher de les relier à la dévastation occasionnée par une fuite en avant anti-sociale et anti-écologique.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Cet article a été publié par *Politis*, n° 1721, 1<sup>er</sup> septembre 2022, avec un contresens sur le dernier mot : pour une raison inconnue « anti-écologique » avait été remplacé par « anti-économique ». Le contresens absolu. Heureusement, *Politis* a corrigé une semaine plus tard. J'ai souffert pendant une semaine : qui veut noyer l'économiste hétérodoxe l'accuse d'économisme.